



LE NUMÉRIQUE A SON ESPACE

► Installé dans l'un des anciens bâtiments Seegmuller à Strasbourg, le Shadok, la fabrique du numérique en chantier, va devenir un lieu d'expérimentations, de rencontre et d'échanges, ouvert à tous. **Page 19**

RÉFORME TERRITORIALE Manifestation du 11 octobre

Des trains à 5 € qui font polémique

La Région Alsace a annoncé hier qu'elle mettrait en place « un tarif TER exceptionnel » pour la manifestation du samedi 11 octobre « en faveur de l'Alsace unie ». Une décision qui a fait réagir l'opposition: le PS s'interroge sur sa légalité.

«**F**ace à l'affluence attendue », explique-t-on au cabinet de Philippe Richert, les participants au rassemblement du samedi 11 octobre pourront bénéficier d'un aller-retour à 5 €, valable sur l'ensemble des TER, correspondances éventuelles incluses, entre leur point de départ et la capitale alsacienne. Des trains supplémentaires seront prévus ce samedi-là. La manifestation est annoncée à Strasbourg, place de Bordeaux, à partir de 14h30. Elle a pour but d'affirmer le refus de la fusion des trois régions Alsace, Lorraine et Champagne-Ardenne et de demander à ce que l'Alsace devienne une collectivité territoriale spécifique, additionnant les compétences régionales et départementales. « Oui à l'Alsace unie », titre l'invitation lancée hier. Un site Internet dédié (www.alsacemaregion.fr) a été créé pour l'argumentaire, la logistique et les visuels. Cette initiative des 5€, dès qu'elle a été rendue publique, a suscité des réactions outrées, en particulier chez les socialistes. Le député Philippe Bies a ainsi vilipendé un « richerton après le sarkoton », voyant là « une inquiétude face à la faible mobilisation » attendue. Dans un communiqué diffusé hier soir, la fédération du Bas-Rhin du PS a dénoncé une « utilisation indue de fonds publics », « inacceptable », pour « financer une manifestation partisane », tout en s'interrogeant sur « la



Des trains supplémentaires sont prévus pour le rassemblement du 11 octobre à Strasbourg. DOCUMENT REMIS

légalité du procédé » (lire aussi l'encadré). Au siège de la Région Alsace, autorité régulatrice de transports, on banalise l'opération, en la rapprochant des « trains spéciaux » et tarifs inhérents prévus chaque année à l'occasion du « Morgestraich » de Bâle ou lors d'événements sportifs. « Philippe Richert appelle à manifester, mais la Région n'appelle pas à manifester », soutient-on au cabinet du président du conseil régional. « On nous dit qu'il va y avoir beaucoup de demande, donc on répond à la demande. » Les trains supplémentaires représentent 2900 places de plus quand l'affluence du samedi sur les lignes TER alsaciennes s'élève de « 35 000 à 45 000 personnes ». « Ça n'a rien de choquant, insiste-t-on. Il s'agit de répondre à un be-

soin de transport. » La décision repose sur le pari que les trains seront effectivement bien remplis et que la collectivité ne sera pas lésée...

Un collectif très large

Pour mémoire, le collectif « l'Alsace ma région », à l'initiative de la manifestation, regroupe les trois présidents des chambres consulaires, Jean-Paul Bastian, Jean-Louis Hoerlé, Bernard Stalter, ceux de la Région et des deux Départements, Philippe Richert, Charles Buttner et Guy-Dominique Kennel, les responsables de l'union des professions artisanales (UPA), Philippe Messer, de la fédération départementale de syndicats d'exploitants agricoles (FDSEA), Franck Sander, et de la confédération générale des petites et moyennes entreprises (CGPME), Geor-

ges Waltz. S'y sont aussi joints les présidents des deux associations de maires du Bas-Rhin et du Haut-Rhin (les sénateurs Claude Kern et René Danesi) et ceux de trois associations : Raphaël Schellenberger pour Alsace Unie (créée pour le référendum d'avril 2013), Pierre Klein pour l'Initiative citoyenne Alsace (ICA), et Justin Vogel pour l'office pour la langue et la culture d'Alsace (OLCA).

UMP, UDI et MoDem

Dans le collectif se retrouvent aussi les présidents des fédérations départementales de l'UMP (les sénateurs An-

dré Reichardt et Catherine Troendle), de l'UDI (le sénateur Jean-Marie Bockel et l'ancien ministre François Loos), le président régional du MoDem (Thomas Rémond), les députés Eric Straumann, Laurent Furst, Patrick Hetzel, le conseiller général Jean-Philippe Maurer, le conseiller régional Patrick Mangin, les maires Jean Rottner (Mulhouse), Georges Schuler (Reichstett), Vincent Debes (Hoenheim) et le conseiller municipal Stéphane Bourhis, au nom du collectif « Non à la fusion ». Une présentation officielle de la manifestation est prévue lundi. ■

J.F. ET D.T.

UN RISQUE JURIDIQUE

En principe, toute subvention d'une collectivité à une association qui poursuit des fins politiques est interdite. Le Conseil d'État l'a rappelé dans un arrêt de 1995 (Saint-Germain-du-Puy). Depuis, la loi a ouvert une exception : l'aide apportée par une collectivité à ses propres groupes politiques – mais seulement sous forme de locaux, de matériel ou de personnel. La Région Alsace s'était fait d'ailleurs taper sur les doigts par le tribunal administratif puis le Conseil d'État pour une délibération de 1993 où elle leur attribuait des sommes forfaitaires. Dans le cas précis du « tarif manif » sur les TER de la région Alsace, l'ambiguïté vient du fait que c'est la SNCF qui propose des billets préférentiels et ajoute des trains spéciaux, en raison d'un afflux attendu de voyageurs ce jour-là. Elle le fait bien sûr en concertation avec l'autorité organisatrice de transports – en l'occurrence la Région Alsace, à laquelle elle est liée par convention. Les trains spéciaux ne posent évidemment aucun problème, si les places sont payées. Mais le tarif préférentiel, souvent consenti pour des manifestations sportives ou culturelles, peut-il exister pour des manifestations politiques ? S'il s'agit, face à une demande pressentie, d'éviter d'encombrer routes et parkings, cela peut se plaider. Mais un juge pourrait considérer qu'il s'agit là, via la SNCF, d'une subvention indirecte de la Région à la manifestation. Le risque juridique existe donc.

JACQUES FORTIER

UNIVERSITÉ Première franchise mondiale de l'université espagnole à Strasbourg

Salamanque sur le Rhin

La plus ancienne université d'Espagne, fondée en 1218 à Salamanque, a choisi Strasbourg pour installer sa première franchise mondiale d'école de langue. Ou comment le monde universitaire compte s'appuyer sur l'initiative privée pour donner de l'emploi à ses diplômés... et toucher des royalties !

IL ÉTAIT À STRASBOURG HIER et a fait l'effort de parler un français pas aussi « affreux » que lui-même voulait le faire croire. Strict veston et barbe parfaitement académique, le recteur de la vénérable université de Salamanque est venu voir, sur place, cette capitale européenne à laquelle il associe le nom de son institution. Pour Daniel Hernandez Ruipérez, l'ouverture de la première école de langue espagnole (ELE) de l'université de Salamanque est un basculement. Foin de certaines pudeurs universitaires : il s'agit « d'exporter le savoir-faire et une méthode d'apprentissage particulièrement per-

formante ». Celle mise au point par l'université considérée comme le berceau de la langue espagnole. C'est à Salamanque qu'a été publiée la première grammaire de la langue castillane, en 1492.

Deux études de marché ont pointé... Strasbourg

Exporter ? L'intention est bel et bien économique. Le recteur de Salamanque n'a pas caché qu'il souhaitait s'appuyer sur ce modèle de partenariat avec un entrepreneur privé pour placer ses diplômés dans le monde. Deux d'entre eux ont d'ores et déjà intégré l'ELE de Strasbourg. Par ailleurs, sans se faire prier du tout, il a confié son autre espoir : ce qu'il considère comme « la première franchise au monde appartenant à une université de langue espagnole » devrait générer des royalties. Qui bénéficieront en retour aux projets de son établissement. À côté de lui, un homme croisait les doigts : Luis Pelaez Boismorand, 54 ans, est le partenaire qui a investi dans cette école. Lui-même diplômé d'histoire médiévale à Salamanque, il exerçait dans l'industrie pharmaceutique jusqu'en

2012. Et il ne connaît Strasbourg que depuis peu, même si son français a largement bénéficié de séjours à Limoges dans sa jeunesse. Pourquoi l'Alsace ? Pour son potentiel économique et « diplomatique », prévient-il d'emblée. Mais il ne tarde pas à donner d'autres raisons très calculées de son choix : deux études de marché ont montré l'« opportunité » que constituerait la création d'une école de langue espagnole de renommée. « Il ne s'agit pas que de donner des cours selon une méthode appartenant en propre à l'université de Salamanque. L'autre rôle de l'ELE sera de certifier les niveaux de langue en espagnol selon des critères applicables au niveau international. » Le gouvernement espagnol apprécie apparemment l'initiative puisqu'il aurait contribué à ces études de marché. Il n'est pas le seul. Selon Catherine Trautmann, vice-présidente de la communauté urbaine de Strasbourg, les collectivités locales ont apporté conseils, information et accompagnement à ce qui leur apparaît comme une assez prestigieuse implantation, celle en tout cas d'une « université



Le quartier de l'université de Salamanque, la plus ancienne d'Espagne et l'une des plus prestigieuses d'Europe. DOCUMENT REMIS

de référence ». De la même manière, pour l'Agence d'attractivité de l'Alsace, cette ouverture est « la confirmation de la légitimité dans le domaine des langues de Strasbourg. » On rêve même d'un pôle de services autour de cette thématique, l'espagnol ayant la particularité de rapprocher un peu plus la région de la si tentante Amérique du Sud. Salamanque a, en tout cas, accordé son label et l'usage de ses outils pédagogiques pour cinq ans. Luis Pelaez Boismorand, en patron de cette ELE, table autant sur la présence européenne à Strasbourg

que sur la proximité de l'Allemagne et de la Suisse pour diffuser ses cours internationaux, notamment aux professionnels. Une centaine d'élèves par an feraient son bonheur pour débiter. Une prof d'espagnol de Strasbourg est venue le rassurer hier : « Depuis le temps que nous attendions une initiative en faveur de l'espagnol », deuxième langue de la planète en nombre de locuteurs de naissance. Avant de repartir pour Madrid, le recteur de Salamanque a entendu cet encouragement imprévu. Il n'a pas semblé mécontent. ■

DIDIER ROSE

folie'flore | DU 2 AU 12

- > Les plus beaux bonsaï d'Europe
- > Les bois sculptés
- > Les arbres de fleurs



MULHOUSE
CAPITALE
MONDIALE
DU BONSAÏ

PROGRAMME • BILLETTERIE • BOUTIQUE
PARC EXPO.fr
MULHOUSE